

Palestine : « L'option numéro un reste le gouvernement d'union nationale »

samedi 23 décembre 2006, par [AL AHRAM HEBDO](#), [ZEIDANE Salah](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2006).

Saleh Zeidane, membre du bureau politique du Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) et président du Haut Comité national et islamique pour le suivi de l'Intifada, estime qu'il est possible d'éviter le recours à des élections anticipées.

Al-Ahram Hebdo : Pensez-vous que l'accord de cessez-le-feu entre le Hamas et le Fatah, puisse tenir ?

Saleh Zeidane :

- Oui, il est clair que cet accord signé grâce aux efforts du Comité de suivi réunissant les factions palestiniennes et de la médiation égyptienne va tenir puisque les deux parties, c'est-à-dire le Fatah et le Hamas, ont chacune, de son côté, officiellement proclamé son respect des clauses de l'accord. Le Comité de suivi va, pour sa part, vérifier l'application de l'accord. C'est pour cela que nous nous réunissons régulièrement, car il faut, à tout prix, éviter une nouvelle explosion de la situation. Après ce cessez-le-feu, les efforts vont se centrer sur une relance du dialogue national pour la formation d'un gouvernement d'union nationale.

L'accord inclut-il les partisans de Mohamad Dahlane ?

- Bien sûr, puisque c'est le Fatah dans sa totalité qui a conclu cet accord de cessez-le-feu. Toutes les parties, notamment Tayeb Abdelrahim, conseiller du président palestinien, Raouhi Fattouh, l'ancien président du Conseil consultatif et conseiller du président, ont été unanimes à ce sujet.

Mais le cessez-le-feu reste tributaire de la question délicate de l'organisation d'élections anticipées ...

- Il est vrai qu'aucun consensus n'a été trouvé à ce sujet jusqu'à présent. Cependant, le Comité de suivi va se réunir, une fois le calme revenu, pour étudier les moyens de relancer le dialogue national. Un dialogue qui doit inclure toutes les questions en suspens. Le Comité de suivi va œuvrer à la formation d'un gouvernement d'union nationale auquel participent l'ensemble des blocs parlementaires et des forces nationales.

En annonçant la tenue d'élections anticipées, le président Mahmoud Abbass voulait-il exercer un maximum de pression sur le Hamas ou s'agit-il de la seule option possible ?

- Le discours d'Abou-Mazen a été clair. Il a dit que l'option numéro un reste le gouvernement d'union nationale et que c'est seulement dans le cas d'un désaccord qu'on s'acheminera vers la tenue d'élections. Désormais donc, notre objectif est d'éviter le recours à la deuxième option. C'est pour cela qu'il faut doubler les efforts pour que le dialogue national réussisse et que les clauses du Document de prisonniers soient appliquées, notamment en ce qui concerne la restructuration de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sur des principes démocratiques et la promulgation d'une loi sur la représentation proportionnelle dans les syndicats, les unions

d'étudiants, etc.

Si la tenue d'élections devient inévitable, quelle sera la position du FDLP ?

- Nous insistons sur la nécessité de parvenir à une entente nationale. Et je pense que c'est tout à fait possible. Même si des élections sont organisées, et quels que soient leurs résultats, nous continuerons à réclamer un gouvernement d'union et une participation de toutes les factions politiques.

Comment envisagez-vous la période à venir ?

- Je suis optimiste. Mais, il faut que le dialogue national englobe toutes les parties et les factions palestiniennes et qu'il ne se limite pas à un dialogue entre le Fatah et le Hamas pour ne pas échouer une nouvelle fois et nous retrouver dans une impasse. Le Fatah et le Hamas ont pensé à tort qu'ils pourraient parvenir à un accord. Or, l'expérience a prouvé qu'il est nécessaire d'inclure toutes les parties au dialogue.

P.-S.

*Entretien paru dans le numéro 641 de l'hebdomadaire égyptien al- Ahram Hebdo, Le Caire, Egypte, semaine du 20 au 29 décembre 2006.